



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/RES/53/113  
20 janvier 1999

---

Cinquante-troisième session  
Point 101 de l'ordre du jour

### RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Troisième Commission (A/53/616)]

#### **53/113. Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 52/89 du 12 décembre 1997 et toutes les autres résolutions pertinentes,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général<sup>1</sup>, et constatant l'aide apportée à l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

*Ayant à l'esprit* la nécessité d'élaborer d'urgence des stratégies efficaces de prévention du crime pour l'Afrique, ainsi que l'importance des organismes de répression et des instances judiciaires aux niveaux régional et sous-régional,

1. *Félicite* l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants des efforts qu'il déploie pour promouvoir et coordonner les activités régionales de coopération technique liées aux systèmes de prévention du crime et de justice pénale en Afrique;

2. *Réaffirme* la nécessité de renforcer encore les moyens dont dispose l'Institut pour soutenir les mécanismes nationaux des pays africains en matière de prévention du crime et de justice pénale;

---

<sup>1</sup> A/53/381.

3. *Exhorte* les États membres de l'Institut à faire tout leur possible pour remplir leurs obligations envers celui-ci;

4. *Demande instamment* à tous les États Membres et aux organisations non gouvernementales d'adopter des mesures pratiques concrètes afin d'aider l'Institut à se doter des moyens requis ainsi qu'à mettre en œuvre ses programmes et activités visant à renforcer les systèmes de prévention du crime et de justice pénale en Afrique;

5. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier ses efforts et de mobiliser tous les organismes compétents des Nations Unies afin de fournir à l'Institut le soutien financier et technique nécessaire et lui permettre ainsi de s'acquitter de son mandat;

6. *Demande* au Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale de collaborer étroitement avec l'Institut;

7. *Prie* le Secrétaire général d'améliorer la coopération, la coordination et la collaboration régionales dans la lutte contre le crime, en particulier ses dimensions transnationales qui ne peuvent être combattues efficacement en agissant uniquement au niveau national;

8. *Prie également* le Secrétaire général de présenter des propositions concrètes concernant le renforcement des programmes et activités de l'Institut et de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution.

85<sup>e</sup> séance plénière  
9 décembre 1998